

Bordereau attestant l'exactitude des informations - LILLE METROPOLE - 5910 - Documents  
comptables (B-S) - Dépôt le 05/11/2025 - 31508 - 1961 B 40018 - 886 180 181 - STC AUDIT &  
CONSEIL

**SAS STC AUDIT & CONSEIL**

156 Chaussée Pierre Curie

59200 TOURCOING

Tél. 03.20.69.99.69

Fax. 03.20.03.17.03

**Exercice clos le 30/09/2023**

**SIRET : 88618018100036**

**CERTIFIÉ CONFORME  
À L'ORIGINAL**

***STC AUDIT ET CONSEIL***

156 Chaussée Pierre Curie

59200 TOURCOING

Tél : 03.20.69.99.69

Fax : 03.20.03.17.03

## *Sommaire*

	<i>Comptes annuels</i>	<i>1</i>
Bilan		2
Compte de résultat		4
Annexe		5
Synthèse de l'Annexe		6
Règles et méthodes comptables		8
Faits caractéristiques		10
Notes sur le bilan		11
Notes sur le compte de résultat		19
Autres informations		20
	<i>Autres documents</i>	<i>21</i>
Tableau des cinq derniers exercices		22

Comptes annuels

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/23	Net au 30/09/22
<b>ACTIF</b>				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	25 775	24 996	779	1 039
Fonds commercial	640 489		640 489	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	363 380	267 281	96 099	89 859
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	128 500		128 500	266 423
Autres titres immobilisés				
Prêts	498 761		498 761	
Autres immobilisations financières	623 457		623 457	680 111
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 280 362</b>	<b>292 277</b>	<b>1 988 085</b>	<b>1 675 021</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	3 013 183	306 065	2 707 118	2 910 828
Fournisseurs débiteurs	11 894		11 894	8 394
Personnel	101		101	115
Etat, Impôts sur les bénéfices	85 506		85 506	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	153 034		153 034	108 079
Autres créances	564 296		564 296	74 277
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	
Disponibilités	544 498		544 498	938 385
Charges constatées d'avance	247 591		247 591	225 849
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 820 103</b>	<b>306 065</b>	<b>4 514 038</b>	<b>4 265 927</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecarts de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 100 465</b>	<b>598 342</b>	<b>6 502 123</b>	<b>5 940 948</b>

## Bilan

	Net au 30/09/23	Net au 30/09/22
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	916 073	916 073
Report à nouveau	329 906	329 906
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 419 311</b>	<b>776 374</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 239 094</b>	<b>2 596 156</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	401 544	553 032
Découverts et concours bancaires	398	387
Emprunts et dettes financières diverses	6 034	6 079
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		2 221
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 473	16 218
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	808 887	582 991
Personnel	144 812	169 084
Organismes sociaux	205 039	205 230
Etat, Impôts sur les bénéfices		85 371
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	537 113	566 415
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	27 192	31 559
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	197 325	111 931
Produits constatés d'avance	930 212	1 014 273
<b>DETTES</b>	<b>3 263 030</b>	<b>3 344 792</b>
Ecart de conversion – Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 502 123</b>	<b>5 940 948</b>

## Compte de résultat

	30/09/23	30/09/22
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue	6 473 165	6 361 367
Production stockée		
Subventions d'exploitation	3 996	
Autres produits	63 292	69 941
<b>Total</b>	<b>6 540 453</b>	<b>6 431 308</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	2 060 770	1 876 254
<b>Total</b>	<b>2 060 770</b>	<b>1 876 254</b>
Impôts, taxes et vers. assim.	106 513	118 472
Salaires et Traitements	2 525 060	2 332 038
Charges sociales	1 042 209	977 835
Amortissements et provisions	184 563	129 269
Autres charges	387	7 887
<b>Total</b>	<b>3 858 733</b>	<b>3 565 502</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>620 951</b>	<b>989 553</b>
Produits financiers	132 075	53 068
Charges financières	5 280	6 179
<b>Résultat financier</b>	<b>126 794</b>	<b>46 889</b>
Opérations en commun		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>747 745</b>	<b>1 036 442</b>
Produits exceptionnels	999 151	
Charges exceptionnelles	142 923	10
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>856 227</b>	<b>-10</b>
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	184 661	260 058
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 419 311</b>	<b>776 374</b>

Annexe



## Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Règles et méthodes comptables	X		
– Faits caractéristiques	X		
– Actif immobilisé	X		
– Détail des immobilisations	X		
– Frais d'établissement		X	
– Frais de recherche et de développement		X	
– Fonds commercial	X		
– Intérêts immobilisés		X	
– Immobilisations en cours de production		X	
– Approche par composant		X	
– Estimation des titres immobilisés de l'activité de portefeuille		X	
– Liste des filiales	X		
– Détail des amortissements		X	
– Tests de dépréciation des immobilisations		X	
– Informations sur les stocks		X	
– Etat des échéances des créances	X		
– Produits à recevoir	(Détail)		
– Informations sur la créance résultant du report en arrière des déficits		X	
– Dépréciation des immobilisations		X	
– Dépréciation des stocks		X	
– Dépréciation des créances		X	
– Dépréciation des valeurs mobilières		X	
– Intérêts sur éléments de l'actif circulant		X	
– Composition du capital social	X		
– Parts bénéficiaires		X	
– Obligations convertibles échangeables		X	
– Tableau d'affectation du résultat de l'exercice précédent		X	
– Tableau de variation des capitaux propres		X	
– Provisions réglementées		X	
– Provisions pour risques et charges		X	
– Etat des échéances des dettes	X		
– Dettes garanties par des sûretés réelles		X	
– Charges à payer	(Détail)		
– Passifs sans évaluation fiable		X	
– Primes de remboursement d'emprunts		X	
– Ecart de conversion sur créances et dettes		X	
– Clause de réserve de propriété		X	
– Dettes et créances représentées par des effets de commerce		X	
– Différences d'évaluation sur éléments fongibles		X	
– Actions propres		X	
– Règlement des difficultés des entreprises		X	
– Charges constatées d'avance	(Détail)		
– Produits constatés d'avance	(Détail)		

## Synthèse de l'Annexe

	Applicable	Non applicable	Non significatif
– Ventilation du chiffre d'affaires net		X	
– Contrats à long terme		X	
– Frais accessoires d'achat		X	
– Informations sur les honoraires des commissaires aux comptes		X	
– Eléments imputables à un autre exercice		X	
– Opérations faites en commun		X	
– Résultat financier		X	
– Transferts de charges d'exploitation et financières		X	
– Transactions avec des parties liées		X	
– Eléments exceptionnels imputables à un autre exercice		X	
– Eléments exceptionnels	X		
– Transferts de charges exceptionnelles		X	
– Base de l'impôt sur les sociétés		X	
– Impact des évaluations fiscales dérogatoires		X	
– Ventilation de l'impôt sur les bénéfices		X	
– Incidence des modifications votées entre la date de clôture et la date d'arrêt des comptes		X	
– Accroissements et allègements de la dette future d'impôt		X	
– Intégration fiscale : Identité de la société tête de groupe	X		
– Evénements postérieurs à la clôture		X	
– Informations sur transactions effectuées sur les marchés de produits dérivés		X	
– Effectifs		X	
– Compte Personnel de Formation (C.P.F)		X	
– Avances et crédits alloués aux dirigeants sociaux		X	
– Rémunération globale et par catégorie de dirigeants		X	
– Identité de la société mère consolidant les comptes de la société		X	
– Engagements financiers donnés	X		
– Autres opérations non inscrites au bilan		X	
– Engagements financiers reçus		X	
– Crédit-bail		X	
– Engagement de retraite	X		
– CICE		X	
– Aspects environnementaux		X	
– Tableau des cinq derniers exercices	X		

## **Règles et méthodes comptables**

Désignation de la société : SAS STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2023, dont le total est de 6 502 123 EUR  
et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 419 311 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2022 au 30/09/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

### **Règles générales**

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### **Immobilisations corporelles et incorporelles**

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### **Amortissements**

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### **Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières**

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et méthodes comptables

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,06 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2012–2014)

## **Faits caractéristiques**

### **Autres éléments significatifs**

Une des filiales du groupe, la société STC GRAND HAINAUT a été cédée au cours de l'exercice

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

## Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589	2 900		640 489
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 775			25 775
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>663 364</b>	<b>2 900</b>		<b>666 264</b>
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements aménagements divers	148 453			148 453
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	166 374	48 553		214 927
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>314 827</b>	<b>48 553</b>		<b>363 380</b>
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	266 423		137 923	128 500
– Prêts et autres immobilisations financières	680 111	442 107		1 122 218
<b>Immobilisations financières</b>	<b>946 534</b>	<b>442 107</b>	<b>137 923</b>	<b>1 250 718</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 924 725</b>	<b>493 560</b>	<b>137 923</b>	<b>2 280 362</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 900	48 553	442 107	493 560
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>2 900</b>	<b>48 553</b>	<b>442 107</b>	<b>493 560</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			137 923	137 923

## Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>137 923</b>	<b>137 923</b>

## Immobilisations incorporelles

## Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2023
Éléments achetés	206 511
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
<b>Total</b>	<b>640 489</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 736	260		24 996
Immobilisations incorporelles	24 736	260		24 996
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	104 726	6 343		111 069
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 242	35 970		156 212
– Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles	224 968	42 313		267 281
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>249 704</b>	<b>42 573</b>		<b>292 277</b>



**Notes sur le bilan**

## Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-3 514,57	100,00	1 229,26
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	83 152,01	100,00	78 152,01
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	695 877,00	60,00	78 821,00
– Participations (détenues entre 10 et 50% )				

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	498 761		498 761
Autres	623 457		623 457
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 013 183	3 013 183	
Autres	814 831	814 831	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	247 591	247 591	
<b>Total</b>	<b>5 197 824</b>	<b>4 075 606</b>	<b>1 122 218</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	498 760		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÊTS COURUS	27 022
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	535 832
FOURNISSEURS – RRR À OBTENIR	1 333
ETAT – PRODUITS À RECEVOIR	3 199
DIVERS – PRODUITS À RECEVOIR	8 000
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	3 850
<b>Total</b>	<b>579 235</b>

## Notes sur le bilan

## Capitaux Propres

## Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

## Dettes

## Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs fraix généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	398	398		
– à plus de 1 an à l'origine	401 544	149 852	251 692	
Emprunts et dettes financières divers	6 034	6 034		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	808 887	808 887		
Dettes fiscales et sociales	914 156	914 156		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	197 325	197 325		
Produits constatés d'avance	930 212	930 212		
<b>TOTAL</b>	<b>3 258 556</b>	<b>3 006 864</b>	<b>251 692</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	151 487			

## Notes sur le bilan

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	666 730
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À PAYER	398
INTÉRÊTS COURUS	256
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	115 658
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	28 962
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	46 635
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	11 623
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	2 574
CLIENTS – RRR À ACCORDER	22 472
<b>Total</b>	<b>895 308</b>

## Régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	247 591		
<b>Total</b>	<b>247 591</b>		

## Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	930 212		
<b>Total</b>	<b>930 212</b>		

## **Notes sur le bilan**

## Notes sur le compte de résultat

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les produits financiers : 127 428 euros

### Charges et Produits exceptionnels

#### Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 000	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	137 923	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 630
Produits des cessions d'éléments d'actif		997 521
<b>TOTAL</b>	<b>142 923</b>	<b>999 151</b>

#### Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SAS STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 461 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

## Autres informations

### Engagements financiers

### Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	54 652
Avals et cautions	54 652
Engagements en matière de pensions	154 245
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>208 897</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	54 652
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

### Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 153 245 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 69 408 euros.

Autres documents



## Tableau des cinq derniers exercices

	N-4	N-3	N-2	N-1	N
Capital en fin d'exercice					
Capital social	521 640,00	521 640,00	521 640,00	521 640,00	521 640,00
Nombre d'actions ordinaires	22 680,00	22 680,00	22 680,00	22 680,00	22 680,00
Opérations et résultats :					
Chiffre d'affaires (H.T.)	5 580 006,11	5 670 847,17	5 592 250,66	6 361 367,21	6 473 164,66
Résultat avant impôt, participation, dotations aux amortissements et provisions	1 110 553,71	1 090 626,67	782 628,06	1 146 949,87	1 743 872,10
Impôts sur les bénéfices	337 691,00	301 786,00	213 687,00	260 058,00	184 661,00
Résultat après impôts, participation, dotations aux amortissements et provisions	800 676,46	750 760,29	609 817,87	776 373,75	1 419 311,33
Résultat distribué	521 640,00	635 040,00	635 040,00	612 360,00	776 373,00
Résultat par action					
Résultat après impôts, participation avant dotations aux amortissements et provisions	34,08	34,78	25,09	39,10	68,75
Résultat après impôts, participation dotations aux amortissements et provisions	35,30	33,10	26,89	34,23	62,58
Dividende distribué	23,00	28,00	28,00	27,00	34,23
Personnel					
Effectif salariés	48	49	49	47	47
Montant de la masse salariale	2 110 195,78	2 240 271,43	2 237 325,90	2 332 038,38	2 525 060,39
Montant des sommes versées en avantages sociaux	898 247,23	947 879,32	917 705,76	977 835,34	1 042 209,27

# AUDITEUROP

SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Membre de la Compagnie Régionale de Douai

\*\*\*\*\*

207, Avenue Willy Brandt

Boîte 304

59777 EURALILLE

\*\*\*\*\*

Téléphone : 03.20.07.79.51

www.auditeurop.com



**S.A STC Audit & Conseil**

156, Chaussée Pierre Curie

Centre Tertiaire Colbert

59200 – TOURCOING

## **RAPPORT DU COMMISSIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS Exercice clos le 30 septembre 2023**

A l'assemblée générale de la société S.T.C Audit & Conseil,

### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société STC Audit et Conseil relatifs à l'exercice clos le 30 septembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **Fondement de l'opinion**

#### ***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

#### ***Indépendance***

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1<sup>er</sup> octobre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

## **Observation**

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Autres éléments significatifs » de l'annexe des comptes annuels concernant la cession d'une filiale au cours de l'exercice.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions de l'article L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur la présentation d'ensemble des comptes.

Nous avons procédé à l'appréciation de l'approche retenue par la société, concernant l'avancement des dossiers clients, afin de valider l'estimation faite des créances clients. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable des estimations faites par la société.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

### ***Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.***

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévus à l'article D.441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

### ***Rapport sur le gouvernement d'entreprise***

Nous attestons de l'existence, dans le rapport du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Lille, le 28 mars 2024

AUDITEUROP  
Commissaire aux Comptes

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'V' followed by a horizontal line and a small flourish.

Vincent Hamou, Associé

Comptes annuels

## Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 30/09/23	Net au 30/09/22
<b>ACTIF</b>				
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELE				
<b>Immobilisations incorporelles</b>				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés	25 775	24 996	779	1 039
Fonds commercial	640 489		640 489	637 589
Autres immobilisations incorporelles				
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles	363 380	267 281	96 099	89 859
Immob. en cours / Avances & acomptes				
<b>Immobilisations financières</b>				
Participations et créances rattachées	128 500		128 500	266 423
Autres titres immobilisés				
Prêts	498 761		498 761	
Autres immobilisations financières	623 457		623 457	680 111
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>2 280 362</b>	<b>292 277</b>	<b>1 988 085</b>	<b>1 675 021</b>
<b>Stocks</b>				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
<b>Créances</b>				
Clients et comptes rattachés	3 013 183	306 065	2 707 118	2 910 828
Fournisseurs débiteurs	11 894		11 894	8 394
Personnel	101		101	115
Etat, Impôts sur les bénéfices	85 506		85 506	
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	153 034		153 034	108 079
Autres créances	564 296		564 296	74 277
<b>Divers</b>				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Valeurs mobilières de placement	200 000		200 000	
Disponibilités	544 498		544 498	938 385
Charges constatées d'avance	247 591		247 591	225 849
<b>ACTIF CIRCULANT</b>	<b>4 820 103</b>	<b>306 065</b>	<b>4 514 038</b>	<b>4 265 927</b>
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion – Actif				
<b>COMPTES DE REGULARISATION</b>				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>7 100 465</b>	<b>598 342</b>	<b>6 502 123</b>	<b>5 940 948</b>

## Bilan

	Net au 30/09/23	Net au 30/09/22
<b>PASSIF</b>		
Capital social ou individuel	521 640	521 640
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale	52 164	52 164
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	916 073	916 073
Report à nouveau	329 906	329 906
<b>Résultat de l'exercice</b>	<b>1 419 311</b>	<b>776 374</b>
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	<b>3 239 094</b>	<b>2 596 156</b>
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts	401 544	553 032
Découverts et concours bancaires	398	387
Emprunts et dettes financières diverses	6 034	6 079
Emprunts et dettes financières diverses – Associés		2 221
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 473	16 218
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	808 887	582 991
Personnel	144 812	169 084
Organismes sociaux	205 039	205 230
Etat, Impôts sur les bénéfices		85 371
Etat, Taxes sur le chiffre d'affaires	537 113	566 415
Etat, Obligations cautionnées		
Autres dettes fiscales et sociales	27 192	31 559
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	197 325	111 931
Produits constatés d'avance	930 212	1 014 273
<b>DETTES</b>	<b>3 263 030</b>	<b>3 344 792</b>
Ecart de conversion – Passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>6 502 123</b>	<b>5 940 948</b>



## Compte de résultat

	30/09/23	30/09/22
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>		
Ventes de marchandises		
Production vendue	6 473 165	6 361 367
Production stockée		
Subventions d'exploitation	3 996	
Autres produits	63 292	69 941
<b>Total</b>	<b>6 540 453</b>	<b>6 431 308</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stock (m/ses)		
Achats de m.p & aut.approv.		
Variation de stock (m.p.)		
Autres achats & charges externes	2 060 770	1 876 254
<b>Total</b>	<b>2 060 770</b>	<b>1 876 254</b>
Impôts, taxes et vers. assim.	106 513	118 472
Salaires et Traitements	2 525 060	2 332 038
Charges sociales	1 042 209	977 835
Amortissements et provisions	184 563	129 269
Autres charges	387	7 887
<b>Total</b>	<b>3 858 733</b>	<b>3 565 502</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>620 951</b>	<b>989 553</b>
Produits financiers	132 075	53 068
Charges financières	5 280	6 179
<b>Résultat financier</b>	<b>126 794</b>	<b>46 889</b>
Opérations en commun		
<b>RESULTAT COURANT</b>	<b>747 745</b>	<b>1 036 442</b>
Produits exceptionnels	999 151	
Charges exceptionnelles	142 923	10
<b>Résultat exceptionnel</b>	<b>856 227</b>	<b>-10</b>
Participation des salariés		
Impôts sur les bénéfices	184 661	260 058
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>1 419 311</b>	<b>776 374</b>

Annexe

## Règles et méthodes comptables

Désignation de la société : SA STC AUDIT & CONSEIL

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30/09/2023, dont le total est de 6 502 123 EUR et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un bénéfice de 1 419 311 EUR.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/10/2022 au 30/09/2023.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par les dirigeants de l'entreprise.

### Règles générales

Les comptes annuels de l'exercice au 30/09/2023 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 5 juin 2014 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels.

Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices.

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

### Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

### Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire et dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

- \* Concessions, logiciels et brevets : 3 ans
- \* Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- \* Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- \* Matériel informatique : 3 ans à 5 ans
- \* Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### Participations, titres immobilisations, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

## Règles et méthodes comptables

### Fonds commercial

Dans le cadre de l'application du règlement ANC n°2015-06, l'entreprise considère que l'usage de son fonds commercial n'est pas limité dans le temps. Un test de dépréciation est effectué en comparant la valeur nette comptable du fonds commercial à sa valeur vénale ou à la valeur d'usage. La valeur vénale est déterminée suivant des critères de rentabilité économique, d'usages dans la profession. Une provision pour dépréciation est comptabilisée le cas échéant.

### Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

### Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

### Engagement de retraite

La convention collective de l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé un accord particulier.

Les engagements correspondants font l'objet d'une mention intégrale dans la présente annexe.

L'indemnité de départ à la retraite est déterminée en appliquant une méthode tenant compte des salaires projetés de fin de carrière, du taux de rotation du personnel, de l'espérance de vie et d'hypothèses d'actualisation des versements prévisibles.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Taux d'actualisation : 4,06 %
- Taux de croissance des salaires : 1 %
- Age de départ à la retraite : 64 ans
- Taux de rotation du personnel : 2 %
- Table de taux de mortalité : (table INSEE 2012-2014)

## Faits caractéristiques

### Autres éléments significatifs

Une des filiales du groupe, la société STC GRAND HAINAUT a été cédée au cours de l'exercice

## Notes sur le bilan

## Actif immobilisé

Tableau des immobilisations

	Au début d'exercice	Augmentation	Diminution	En fin de période
– Fonds commercial	637 589	2 900		640 489
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	25 775			25 775
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>663 364</b>	<b>2 900</b>		<b>666 264</b>
– Installations générales, agencements et				
– Installations techniques, matériel et outillage				
– Installations générales, agencements aménagements divers	148 453			148 453
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	166 374	48 553		214 927
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>314 827</b>	<b>48 553</b>		<b>363 380</b>
– Participations évaluées par mise en				
– Autres participations	266 423		137 923	128 500
– Prêts et autres immobilisations financières	680 111	442 107		1 122 218
<b>Immobilisations financières</b>	<b>946 534</b>	<b>442 107</b>	<b>137 923</b>	<b>1 250 718</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>1 924 725</b>	<b>493 560</b>	<b>137 923</b>	<b>2 280 362</b>

Les flux s'analysent comme suit :

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
<b>Ventilation des augmentations</b>				
Virements de poste à poste				
Virements de l'actif circulant				
Acquisitions	2 900	48 553	442 107	493 560
Apports				
Créations				
Réévaluations				
<b>Augmentations de l'exercice</b>	<b>2 900</b>	<b>48 553</b>	<b>442 107</b>	<b>493 560</b>
<b>Ventilation des diminutions</b>				
Virements de poste à poste				
Virements vers l'actif circulant				
Cessions			137 923	137 923

## Notes sur le bilan

	Immobilisations incorporelles	Immobilisations corporelles	Immobilisations financières	Total
Scissions				
Mises hors service				
<b>Diminutions de l'exercice</b>			<b>137 923</b>	<b>137 923</b>

## Immobilisations incorporelles

## Fonds commercial

Le fonds de commerce est représentatif de clientèle achetée ou apportée. La valeur économique et financière du fonds de commerce de la société est très au dessus de sa valeur nette comptable.

	30/09/2023
Éléments achetés	206 511
Éléments réévalués	
Éléments reçus en apport	433 977
<b>Total</b>	<b>640 489</b>

## Notes sur le bilan

## Amortissements des immobilisations

	Au début de l'exercice	Augmentation	Diminutions	A la fin de l'exercice
– Frais d'établissement et de développement				
– Fonds commercial				
– Autres postes d'immobilisations incorporelles	24 736	260		24 996
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>24 736</b>	<b>260</b>		<b>24 996</b>
– Terrains				
– Constructions sur sol propre				
– Constructions sur sol d'autrui				
– Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
– Installations techniques, matériel et outillage industriels				
– Installations générales, agencements aménagements divers	104 726	6 343		111 069
– Matériel de transport				
– Matériel de bureau et informatique, mobilier	120 242	35 970		156 212
– Emballages récupérables et divers				
<b>Immobilisations corporelles</b>	<b>224 968</b>	<b>42 313</b>		<b>267 281</b>
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>	<b>249 704</b>	<b>42 573</b>		<b>292 277</b>



## Notes sur le bilan

### Liste des filiales et participations

	Capital	Capitaux propres (autres que le capital)	Quote-par du capital détenue	Résultat du dernier exercice clos
– Filiales (détenues à + 50 %)				
SARL FORMAGEST EXPANSION 59200 TOURCOING	5 000,00	-3 514,57	100,00	1 229,26
SAS STC DIGIT 59200 TOURCOING	50 000,00	83 152,01	100,00	78 152,01
SARL STC METROPOLE SUD 59120 LOOS	122 500,00	695 877,00	60,00	78 821,00
– Participations (détenues entre 10 et 50% )				

## Notes sur le bilan

## Actif circulant

## Etat des créances

Les créances clients sont analysées dossier par dossier; Une dépréciation est constatée en fonction de notre connaissance du dossier, et des risques de non recouvrement.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé :</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	498 761		498 761
Autres	623 457		623 457
<b>Créances de l'actif circulant :</b>			
Créances Clients et Comptes rattachés	3 013 183	3 013 183	
Autres	814 831	814 831	
Capital souscrit – appelé, non versé			
Charges constatées d'avance	247 591	247 591	
<b>Total</b>	<b>5 197 824</b>	<b>4 075 606</b>	<b>1 122 218</b>
Prêts accordés en cours d'exercice	498 760		
Prêts récupérés en cours d'exercice			

## Produits à recevoir

	Montant
INTÉRÊTS COURUS	27 022
CLIENTS – FACTURES À ÉTABLIR	535 832
FOURNISSEURS – RRR À OBTENIR	1 333
ETAT – PRODUITS À RECEVOIR	3 199
DIVERS – PRODUITS À RECEVOIR	8 000
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À RECEVOIR	3 850
<b>Total</b>	<b>579 235</b>

## Notes sur le bilan

## Capitaux Propres

## Composition du Capital Social

Capital social d'un montant de 521 640,00 euros décomposé en 22 680 titres d'une valeur nominale de 23,00 euros.

	Nombre	Valeur nominale
Titres composant le capital social au début de l'exercice	22 680	23,00
Titres émis pendant l'exercice		
Titres remboursés pendant l'exercice		
Titres composant le capital social à la fin de l'exercice	22 680	23,00

## Dettes

## Etat des dettes

La dette fournisseurs est constituée de fournisseurs fraix généraux. Les délais de paiement habituels sont de 15 à 30 jours.

	Montant brut	Echéances à moins d'un an	Echéances à plus d'un an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
– à 1 an au maximum à l'origine	398	398		
– à plus de 1 an à l'origine	401 544	149 852	251 692	
Emprunts et dettes financières divers	6 034	6 034		
Dettes Fournisseurs et comptes rattachés	808 887	808 887		
Dettes fiscales et sociales	914 156	914 156		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes	197 325	197 325		
Produits constatés d'avance	930 212	930 212		
<b>TOTAL</b>	<b>3 258 556</b>	<b>3 006 864</b>	<b>251 692</b>	
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés sur l'exercice	151 487			

## Notes sur le bilan

## Charges à payer

	Montant
FOURNISSEURS – FACT. NON PARVENUES	666 730
BANQUE – INTÉRÊTS COURUS À PAYER	398
INTÉRÊTS COURUS	256
DETTES PROVIS. PR CONGÉS À PAYER	115 658
PERSONNEL – AUTRES CHARGES À PAYER	28 962
CHARGES SOCIALES S/CONGÉS À PAYER	46 635
CHARGES SOCIALES – CHARGES À PAYER	11 623
ETAT – AUTRES CHARGES À PAYER	2 574
CLIENTS – RRR À ACCORDER	22 472
<b>Total</b>	<b>895 308</b>

## Régularisation

## Charges constatées d'avance

	Charges d'exploitation	Charges Financières	Charges Exceptionnelles
CHARGES CONSTATÉES D AVANCE	247 591		
<b>Total</b>	<b>247 591</b>		

## Produits constatés d'avance

Une évaluation des encours de travaux est faite dossier par dossier, en fonction de l'avancement des travaux. Une production est alors valorisée en fonction de cet avancement et du budget d'honoraire annuel du client. Une comparaison est effectuée par rapport à la demande d'acomptes qui sont comptabilisés dans le CA. Les acomptes excédant la production sont comptabilisés en produit constaté d'avance. Si la demande d'acompte est insuffisante, la différence est comptabilisée en clients, facture à établir.

Les encours de travaux sont valorisés au prix de vente s'agissant de prestations continues. Par contre le pourcentage d'avancement est appliqué sur un budget contractuel global et non à partir de la valorisation du temps passé. Cette méthode écarte donc toutes difficultés liées à une sous facturation latente.

	Produits d'exploitation	Produits Financiers	Produits Exceptionnels
PRODUITS CONSTATÉS D AVANCE	930 212		
<b>Total</b>	<b>930 212</b>		

## Notes sur le bilan

## Notes sur le compte de résultat

Charges et produits financiers concernant les entreprises liées

Montant compris dans les produits financiers : 127 428 euros

### Charges et Produits exceptionnels

#### Analyse du résultat exceptionnel

	Charges	Produits
Autres charges exceptionnelles sur opérations de gestion	5 000	
Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	137 923	
Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion		1 630
Produits des cessions d'éléments d'actif		997 521
<b>TOTAL</b>	<b>142 923</b>	<b>999 151</b>

#### Impôts sur les bénéfices – Intégration fiscale

A partir de l'exercice ouvert au 01/10/2004, la société SA STC AUDIT & CONSEIL est comprise dans le périmètre d'intégration fiscale du groupe SA STC AUDIT & CONSEIL. L'option a été renouvelée en date du 01/10/2019.

Au titre de l'intégration fiscale, montant compris dans l'impôt sur les sociétés :

Produits de l'exercice : 26 461 euros

L'impôt sur les sociétés comptabilisé n'est pas altéré par des conventions particulières au groupe.

**Autres informations**

Engagements financiers

Engagements donnés

	Montant en euros
Effets escomptés non échus	
	54 652
Avals et cautions	54 652
Engagements en matière de pensions	154 245
Engagements de crédit-bail mobilier	
Engagements de crédit-bail immobilier	
Autres engagements donnés	
<b>Total</b>	<b>208 897</b>
Dont concernant :	
Les dirigeants	
Les filiales	54 652
Les participations	
Les autres entreprises liées	
Engagements assortis de suretés réelles	

Engagements de retraite

Montant des engagements pris en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées : 153 245 EUR

Les engagements retraite sont couverts par un contrat d'assurance par capitalisation à concurrence de 69 408 euros.

STC Audit & Conseil  
Société Anonyme  
au capital de 521 640 Euros  
Siège social : 156, Chaussée Pierre Curie  
59200 TOURCOING  
886 180 181 RCS LILLE METROPOLE

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE  
DU 29 MARS 2024

**Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 30 septembre 2023**

**DEUXIEME RÉOLUTION**

L'Assemblée Générale approuve la proposition du Conseil d'Administration et décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 30 septembre 2023 s'élevant à 1 419 311,33 Euros de la manière suivante :

✚	Bénéfice de l'exercice	1 419 311,33 Euros
✚	Report à nouveau créditeur	329 905,76 Euros
✚	A titre de dividendes aux actionnaires Soit 36,38 Euros par action	825 000,00 Euros
✚	Le solde en totalité au compte "autres réserves"	924 217,09 Euros

Le paiement des dividendes sera effectué avant le 31 Mars 2025

L'Assemblée Générale prend acte que les actionnaires ont été informés que :

- depuis le 1er janvier 2018, les revenus distribués sont soumis à un prélèvement forfaitaire unique (PFU ou "flat tax") de 30%, soit 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu et 17,2% de prélèvements sociaux,
- le prélèvement forfaitaire obligatoire non libératoire de l'impôt sur le revenu est maintenu mais son taux est aligné sur celui du PFU (12,8 % - CGI, art. 117 quater),
- peuvent demander à être dispensées du prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% au titre de l'impôt sur le revenu les personnes physiques appartenant à un foyer fiscal dont le revenu fiscal de référence de l'avant-dernière année est inférieur à 50 000 Euros (contribuables célibataires, divorcés ou veufs) ou 75 000 Euros (contribuables soumis à une imposition commune) ; la demande de dispense doit être formulée, sous la responsabilité de l'associé, au plus tard le 30 novembre de l'année précédant le paiement du dividende,
- l'option pour une imposition du dividende au barème progressif reste possible et doit être indiquée sur la déclaration de revenus ; dans ce cas, le prélèvement forfaitaire non libératoire de 12,8% sera déduit de l'impôt dû. L'abattement de 40% sera maintenu mais les prélèvements sociaux seront assis sur le montant avant abattement.



Il est précisé que :

- ✚ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2023 éligibles à l'abattement de 40 % prévu à l'article 158, 3-2° du Code général des impôts s'élève à 145,50 Euros,
- ✚ le montant des revenus distribués au titre de l'exercice clos le 30 septembre 2023 non éligibles à l'abattement de 40 % s'élève à 824 854,50 Euros.

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois exercices précédents ont été les suivants :

**Exercice clos le 30 septembre 2020**

635 040 €, soit un dividende net par action de 28,00 Euros

**Exercice clos le 30 septembre 2021**

612 360 €, soit un dividende net par action de 27,00 Euros

**Exercice clos le 30 septembre 2022**

776 374 €, soit un dividende net par action de 34,23 Euros

***Cette résolution est adoptée à l'unanimité.***

Certifié conforme  
Le Président du  
Conseil d'Administration

